

ELLE A QUALIFIÉ SON DERNIER MESSAGE DE «CREUX»

Hanoune répond à Bouteflika

Epargné, jusque-là, par la violence verbale à laquelle sont confrontés ses ministres chargés des secteurs économiques à chacune des déclarations de Louisa Hanoune, le Président Bouteflika en a pris pour son grade, hier, à l'ouverture des travaux d'une réunion du bureau politique du Parti des travailleurs (PT) : «Parler d'Histoire implique la suspension de la politique d'austérité».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La SG du Parti des travailleurs Louisa Hanoune a longuement discoursé, hier, à l'ouverture des travaux d'une réunion du bureau politique du parti sur ce qu'elle a qualifié de «contre-réformes économiques».

Elle a d'emblée énuméré les points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion avant d'émettre ses mises en garde habituelles contre les répercussions de la nouvelle orientation économique du pays : «Nous allons examiner la situation politique et socioéconomique à la veille de la rentrée sociale, porteuse à notre avis de graves tensions, ainsi que l'instabilité régionale et son impact sur la sécurité du pays.»

Et de souligner : «Les élections

législatives de 2017 ne sont pas à l'ordre du jour et il est encore prématuré d'en parler. Nous considérons qu'il est de notre responsabilité en tant que parti politique d'aider à la décantation et à la clarification des enjeux en cette période de grands troubles afin d'éviter de tomber dans la diversion et les faux débats.»

Dans ce contexte, Louisa Hanoune a commenté le tout dernier message du Président Bouteflika adressé le 20 août à la Nation à l'occasion du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam où il convoque l'Histoire pour projeter l'avenir, faisant mention d'erreurs de gestion commises par ses prédécesseurs. «Il y a eu

certes des erreurs. Nous aurions pu aller vers une Assemblée constituante après octobre 1988 qui aurait restitué la parole au peuple pour exercer la plénitude de sa souveraineté. Mais, si on veut parler de l'Histoire de la Révolution, il faut répondre aux exigences de la Révolution et suspendre la politique économique suivie qui sert une minorité au détriment de la majorité», a-t-elle déclaré.

La SG du PT pense, en effet, que l'austérité n'est pas inéluctable : «Les solutions existent et sont réalisables. Le message du Président sonne creux parce que les réformes en cours sont plutôt des contre-réformes, un coup de poignard dans le dos de la Révolution, puisqu'il y a un retour grave sur les acquis sociaux.»

Ainsi, Louisa Hanoune s'attend à une rentrée sociale chaude : «Les travailleurs des communes qui sont environ 500 000 ont déjà annoncé une grève». Elle a évoqué les difficultés des entreprises du BTP qui souffrent selon elle, du



Louisa Hanoune, SG du PT.

Photo : Samir Sid

gel de près de 3 000 projets : «Cosider a déjà viré 1 000 travailleurs uniquement à Djelfa.»

Quant aux solutions à la crise qui secoue le pays à cause de la baisse des recettes d'exportation du pétrole, Louisa Hanoune suggère «le recouvrement des 9 000 milliards de DA d'impôts impayés, les 7 500 milliards de DA de crédits non remboursés ou encore l'argent prêté au FMI». Et d'ajouter : «Selon les chiffres du Cnis, l'équi-

valent de 30 milliards de DA ont été transférés illicitement par le biais des surfacturations des importations durant les sept derniers mois. Des enquêtes ont été ouvertes concernant 5 000 opérateurs économiques. C'est cet argent qu'il faut récupérer ainsi que celui des pots-de-vin versés aux responsables corrompus au lieu de poursuivre une politique dangereuse d'austérité».

L. H.

SON CHEF DU BUREAU DE BÉJAÏA AUDITIONNÉ PAR LA POLICE

Le RCD dénonce une complicité entre le wali et le FFS

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le RCD, dénonce le wali de Béjaïa, ainsi que le parti majoritaire de l'Assemblée populaire de la même wilaya, le Front des forces socialistes, le FFS, de mener une véritable cabale contre ses propres élus. Mieux, le parti de Mohcine Belabes accuse le FFS d'être «de collusion assumée avec l'exécutif».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public, hier mardi par son bureau régional de Béjaïa, le RCD affirme qu'il tient «à prendre à témoin l'opinion publique sur les attaques et les cabales judiciaires contre nos élus».

L'accusation cible davantage le FFS, majoritaire à l'APW. Le RCD cite, comme exemple illustratif de cette complicité, le cas de son président du bureau régional et élu APW, Mouloud Deboub, qui a été auditionné le dimanche 21 août 2016 par la police «suite à une plainte déposée par le wali de Béjaïa». Le RCD revient sur la genèse de l'affaire. «De

quoi s'agit-il ? Lors d'une séance de travail de la session de l'APW, les 22 et 23 mai dernier, l'élu de notre parti s'est élevé contre l'agression physique dont a été victime son camarade Rachid Saou, en pleins travaux de la commission des finances, le 3 mai, par un élu RND. Manifestement instruit déjà avant l'ouverture des travaux, le président de ladite APW refusa de donner la parole à ce dernier. Devant ce mépris affiché par le P/APW en présence du chef de l'exécutif, le chef du groupe RCD s'est saisi du micro pour dénoncer et condamner de telles dérives.»

Voilà donc ce qui a valu à l'élu du RCD d'être auditionné par la police ! Ce qui fait dire au parti que «attendus pour traiter de l'agression dont a été victime un élu du RCD à l'APW, le président d'APW et le wali de Béjaïa actionnent la justice contre la partie plaignante. Le monde à l'envers».

Le communiqué du RCD ne manquera pas de préciser, encore, que «la collusion de la représentation élue conduite par le FFS et le chef de l'exécutif (le wali, Ndlr) est de notoriété publique». Plus grave encore, ajoutera le communiqué, «ce dépôt de plainte en est à la

fois une nouvelle preuve mais aussi que ses promoteurs veulent faire diversion pour éluder le refus du débat dans la commission des finances et ainsi entériner leurs choix décidés en dehors de l'assemblée. Le rapport de ladite commission est en effet le résultat de décisions personnelles du président de l'APW et de l'administration (...) Depuis quand, s'interroge encore le RCD, le président de l'APW est-il habilité à allouer des montants et encore plus à décider des chapitres d'affectations ?»

Le RCD ne s'arrêtera pas là. Il enfonce encore la majorité FFS à laquelle il reproche «des pratiques qui déshonorent les élus d'une région dont le combat des citoyens a toujours mis en avant la réappropriation de la décision de gestion au profit des assemblées élues, longtemps confisquées par le parti unique». Aussi, le RCD accuse-t-il son rival de s'adonner à une «maffiosisation de la pratique politique».

«Ce virage, fait de fonctionnarisation des élus de la majorité et de connivence avec l'administration et ses partis, est indigne des pères fondateurs du FFS», conclura le communiqué.

K. A.

FRONT DU CHANGEMENT

Menasra plaide pour une politique de jeunesse «claire et efficace»

Le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, a appelé hier à Alger pour une politique nationale «claire et efficace» au profit de la jeunesse.

Intervenant à l'ouverture de l'université d'été du «forum de la jeunesse» de son parti, M. Menasra a estimé que la jeunesse algérienne constitue un «réservoir» qu'il faudrait valoriser pour asseoir une politique économique qui soit totalement indépendante des hydrocarbures.

Il a convié, à ce propos, les pouvoirs publics à mettre en place une politique nationale et à définir

une stratégie «claire et efficace» permettant aux jeunes de participer à la vie politique et au développement de leur pays.

Tout en saluant l'annonce de la création du Haut-Conseil de la jeunesse

en vertu de la dernière révision de la Constitution, M. Menasra a revendiqué l'accélération de la désignation de la composante de cette structure, tout en émettant le

souhait qu'elle soit «réellement représentative» de la jeunesse.

S'adressant à l'assistance composée essentiellement de jeunes militants de son parti, M. Menasra les a exhortés à être «conscients» de l'importance de leur rôle au sein de la société et des défis qu'ils doivent relever.

M. Menasra a déploré, par ailleurs, le fait que les programmes scolaires accordent «de moins en moins» d'espaces à l'éducation religieuse, remettant en cause la réforme actuelle du système éducatif.

APS



Abdelmadjid Menasra.

Photo : Samir Sid

LUTTE**ANTITERRORISTE**

18 bombes artisanales détruites à Constantine

18 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites lundi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'un ratissage à El-Khroub, dans la wilaya de Constantine, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, le 22 août 2016, 18 bombes de confection artisanale, lors d'une opération de ratissage dans la zone d'Oued Bousfissaf à El-Khroub, wilaya de Constantine», précise-t-on de même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières, un détachement de l'ANP «a arrêté à In Guezzam (6° RM), 2 contrebandiers et saisi 3 camions et 38,3 tonnes de denrées alimentaires, tandis qu'à Timiaouine, un autre détachement «a saisi 1 camion chargé de 9 tonnes de denrées alimentaires et 400 litres de carburant destinés à la contrebande».

A In Guezzam également, «1 moto, 2 détecteurs de métaux, 15 groupes électrogènes, 14 marteaux-piqueurs et une quantité d'explosifs ont été saisis par un détachement de l'ANP».

D'autre part, à Tlemcen, Mascara, Sidi-Bel-Abbès (2° RM), Adrar (3° RM), Ghardaïa (4° RM) et Tamanrasset (6° RM), des détachements de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières «ont arrêté 64 immigrants clandestins de différentes nationalités».

A Annaba (5° RM), une unité des gardes-côtes «a déjoué une tentative d'émigration clandestine de 14 personnes, à bord d'une embarcation de construction artisanale, au nord de Ras-el-Hamra», conclut le communiqué.